LES MARDIS DE L'ESSEC

ACCUEILLENT

FLORENCE PARLY

Ministre des Armées

La Bio

Après Richelieu, Louvois ou encore Clémenceau, c'est maintenant Florence Parly qui est à la tête du Ministère des armées.
Rien ne la disposait préalablement à occuper ce poste. Après avoir été diplômée de Sciences Po et de l'ENA, sa carrière de haut fonctionnaire l'oriente vers Bercy plutôt que vers l'hôtel de Brienne. Elle commence par rejoindre la direction du budget en tant qu'administratrice civile avant d'occuper différents postes dans plusieurs cabinets ministériels. En 1995, elle s'engage au Parti Socialiste et intègre deux ans plus tard le cabinet de Lionel Jospin, alors Premier Ministre en tant que conseillère pour les affaires budgétaires. Continuant son petit bonhomme de chemin à Bercy, elle est nommée secrétaire d'Etat au budget en 2000. Elle quitte ensuite la fonction publique au début des années 2010 mais sans jamais s'arrêter de défendre les intérêts du pays. Si elle rejoint le secteur privé, c'est en effet pour s'occuper de fleurons français comme Air France ou la SNCF où elle occupa respectivement les postes de directrice générale adjointe de l'activité « Passage Point » et de directrice générale de SNCF-Voyageurs.
En 2017, Florence Parly retrouve la fonction publique, non pas à Bercy mais au Ministère des armées dont elle prend les commandes dans le second gouvernement Philippe. Arrivée dans un contexte délicat où les représentants des armées françaises fustigeaient le manque de moyens financiers – le chef d'état-major des armées Pierre de Villiers ayant même démissionné pour cette raison – Florence Parly a dû jouer des coudes pour faire entendre sa voix. Depuis, elle a amorcé la digitalisation de l'armée en créant l'Agence du numérique de défense et elle a réussi l'exploit de faire augmenter pendant trois années consécutives le budget des armées.

L'Édito

Alors qu'Emmanuel Macron rappelait encore il y a peu que, face à la Chine, la réponse devait être européenne, l'Allemagne, elle, joue cavalier seul, soucieuse de conserver ce précieux marché de machines-outils. Dévorée par sa peur du déclassement mais rattrapée par le désintérêt de ses alliés pour une coopération plus étroite, la France peine à se faire entendre et multiplie à cet effet les pas en avant, au risque d'y perdre son identité stratégique.

La voilà donc cantonnée à ce qu'elle fait de mieux comme de pire : la vente d'armes à l'étranger. Le gouvernement n'a de cesse de réaffirmer la compétitivité des entreprises françaises d'armement, rappelant à qui veut l'entendre qu'ici et là, nos Rafales se vendent à prix coûtants. Leur popularité semble d'ailleurs symptomatique du nouveau rôle de la France dans le monde : moins destinée à intervenir militairement comme diplomatiquement, elle devient une industrie d'armement à ciel ouvert. Pendant ce temps, dans l'Hexagone, il est question d'un nouveau fonds d'investissement qui vise à favoriser l'émergence d'innovations potentiellement stratégiques. Alors que le virus du tout économique atteint même la stratégie militaire française, le Ministère des Armées n'est-il plus qu'une antenne de Bercy ?

Fort du contexte international propice au développement des souverainetés nationales, Emmanuel Macron entend renouer avec l'héritage gaullien. A l'aide de phrases chocs relayées par les médias, il nourrit avec perfection l'illusion d'une stratégie militaire et diplomatique française, indépendante et bien ficelée. Du moins, jusqu'au récent changement de locataire à la Maison Blanche. Ce semblant d'indépendance stratégique ne sera-t-il qu'une simple parenthèse balayée d'un revers de main par la reconstitution de l'habituelle gouvernance mondiale ?

Par Antoine Battini

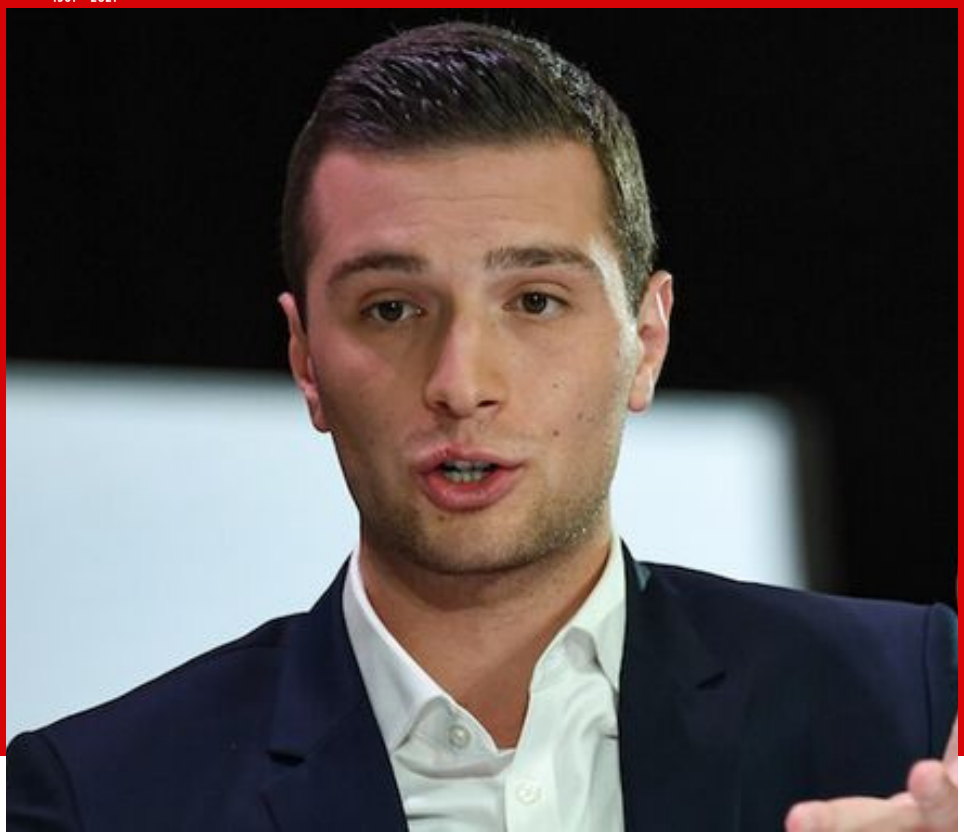
Interview
Mathilde BERNARD

Marie TRIAU

Présentation
Félix DUMAS

Victor RAMZI

LES 60 ANS MARDIS
1961 - 2021



Nous recevions précédemment

JORDAN BARDELLA

Vice-Président du Rassemblement National, député européen

"L'UE nous a fait rater la révolution énergétique et technologique. On a accumulé énormément de retard. Faire l'Europe sans les nations, c'est faire l'Europe sans l'Europe."

Les Mardis de l'ESSEC recevaient ce 13 octobre Jordan Bardella pour traiter de la montée en puissance du Rassemblement National ces dernières années.
L'élection présidentielle de 2017 a en effet révélé une fracture notable au sein de la population : les partis traditionnels, délaissés, ont remis les clés à une logique de bloc. Entre un bloc des élites et un bloc populaire, « *populiste* » rajoute même Jordan Bardella, mais seulement « *si cela signifie défendre le peuple* ». Selon lui, cette recomposition du spectre politique révèle des questions laissées trop longtemps en suspens. Critiquant le « *tout libéral* », le Vice-Président du Rassemblement National estime que le « *chef de l'Etat doit aller récupérer des leviers de souveraineté* », notamment à l'Europe. Selon Jordan Bardella, les défis climatique, avec la promotion du localisme, et migratoire, avec la menace du fondamentalisme islamique, ne sont envisageables qu'à la lueur d'une nation forte, qui sait décider. Et non en se laissant dicter la mesure par les instances internationales ou européennes et les grands groupes.

Nous recevrons prochainement

BERNARD CAZENEUVE

Ancien ministre et député français

Avec le soutien de

mazars

onepoint. beyond the obvious

En partenariat avec

LA TRIBUNE

Retrouvez les Mardis sur

www.lesmardis.fr